



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1994/L.10/Add.10  
23 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités  
Quarante-sixième session  
Point 22 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR LES TRAVAUX  
DE SA QUARANTE-SIXIEME SESSION

Rapporteur : M. Osman El-Hajjé

TABLE DES MATIERES \*/

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
X. COMMUNICATIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME : RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CREE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 2 (XXIV) DE LA SOUS-COMMISSION, CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1503 (XLVIII) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	2

\*/ Le document E/CN.4/Sub.2/1994/L.10 et ses additifs contiennent les projets de chapitres du rapport relatif à l'organisation de la session et à divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision de la Commission des droits de l'homme et les autres questions intéressant la Commission, figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/1994/L.11 et ses additifs.

X. COMMUNICATIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME :  
RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CREE EN APPLICATION  
DE LA RESOLUTION 2 (XXIV) DE LA SOUS-COMMISSION,  
CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1503 (XLVIII)  
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. La Sous-Commission a examiné le point 9 de son ordre du jour à ses 32ème, 33ème et ... séances, les 24 et 26 août 1994.
2. Par sa résolution 1503 (XLVIII) du 27 mai 1979, le Conseil économique et social a autorisé la Sous-Commission à désigner un groupe de travail (le Groupe de travail des communications), composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunirait tous les ans pendant 10 jours, immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission afin d'examiner toutes les communications reçues par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil en date du 30 juillet 1959, y compris les réponses des gouvernements y relatives, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles de ces communications qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et dont on a des preuves dignes de foi.
3. La procédure à suivre par le Groupe de travail des communications pour décider de la recevabilité des communications a été définie par la Sous-Commission dans sa résolution 1 (XXIV) du 13 août 1971, et le Groupe de travail lui-même a été créé en application de la résolution 2 (XXIV) de la Sous-Commission, en date du 16 août 1971.
4. La Sous-Commission était saisie d'un rapport confidentiel du Groupe de travail des communications sur les travaux de sa vingt-deuxième session, tenue du 18 au 29 juillet 1994 (E/CN.4/Sub.2/1994/R.1 et additifs), ainsi que de certaines communications qu'elle n'avait pas encore examinées depuis sa quarante-cinquième session en 1993 et de toutes les réponses fournies par les gouvernements à propos des affaires portées à son attention. La Sous-Commission voudrait souligner à cet égard que la coopération des gouvernements est essentielle au bon fonctionnement des organes chargés de la mise en oeuvre de la procédure régie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, et exprime l'espoir qu'à l'avenir tous les gouvernements répondront aux communications qui leur seront transmises, contribuant ainsi à accroître davantage la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme.

5. Le Président-Rapporteur du Groupe de travail des communications, M. F. Yimer, a présenté le rapport du Groupe de travail, en signalant le cas échéant les documents que la Sous-Commission n'avait pas examinés à sa quarante-cinquième session.

6. A l'issue du débat qui a suivi, la Sous-Commission a décidé, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, de soumettre à l'examen de la Commission des droits de l'homme certains cas particuliers qui semblaient révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, et dont on avait des preuves dignes de foi. Elle a également décidé de reporter à sa quarante-septième session, en 1995, sa décision sur certaines communications et de ne pas donner suite à d'autres communications.

7. A sa ... séance (partie privée), tenue le 26 août 1994, la Sous-Commission a adopté, conformément au paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, un rapport confidentiel par lequel elle communiquait à la Commission des droits de l'homme les décisions qu'elle avait prises en application du paragraphe 5 de cette résolution.

8. A sa ... séance, le 26 août 1994, la Sous-Commission a arrêté la composition de son Groupe de travail des communications, qui se réunirait avant sa quarante-septième session. Pour la composition du Groupe de travail, voir chapitre II, section B, décision 1994/...

-----